

Le Sommet de Québec, porte de sortie de celui de Paris

**GILBERT
BRUNET**

de notre bureau
de Québec

■ QUÉBEC Un petit détour par Toronto, pour mieux comprendre l'imbricatio: un titre du «Globe and Mail» disait cette semaine: «C'est le premier ministre, et non Bourassa, qui sera en vedette à l'ouverture du Sommet francophone».

Dans cette optique, LE premier ministre c'est, bien entendu, Brian Mulroney. Et «Bourassa», c'est, au même titre qu'«Hatfield» ou «Peterson», un «provincial».

Une impression de déjà vu, de déjà lu. Un sentiment qui persiste, après le départ des intransigeants — Trudeau et Lévesque — et l'arrivée des conciliants — Mulroney et Bourassa.

La perception d'une «province comme les autres» a la vie dure. Et la tenue du premier Sommet des pays francophones du monde en a été retardée pendant plus de 20 ans.

En novembre dernier, en pleine campagne électorale au Québec, on croyait avoir surmonté l'obstacle: le Québec obtenait d'Ottawa le statut de gouvernement participant. Réjouissances de courte durée quand, après les élections du 2

décembre, Ottawa accordait le même statut dit «spécial» au Nouveau-Brunswick.

« Nous négocions... »

Pierre Marc Johnson avait beau crier à «l'incompréhension», il venait de perdre le pouvoir. Et Robert Bourassa, lui, cherchait par la négociation une forme de compensation: une autre «place particulière», comme il le répétait cette semaine. «J'ai confiance que nous trouverons un terrain d'entente, et s'il y a impasse je parlerai personnellement à M. Mulroney.»

Pas d'affrontement, surtout pas en public, susceptible de ternir le Sommet de Paris. Pas de geste qui pourrait être interprété comme «nationaliste», au sens péjoratif, à Ottawa comme à Fredericton ou... dans le «Globe and Mail».

Rien, non plus, qui pourrait contrarier le gouvernement français, déjà sur les dents à la veille des élections législatives du 16 mars. M. Mitterrand tient à ce Sommet, mais la France a toujours refusé de le convoquer sans accord Ottawa-Québec.

Par ailleurs, la cote des conservateurs de M. Mulroney chute sans arrêt, au Québec plus particulièrement. Et le premier ministre fédéral ne veut pas rater l'occasion qui lui est offerte de faire, à Paris, d'une pierre trois coups:

■ rappeler aux Québécois qu'il est l'un des leurs — «le

p'tit gars de Baie-Comeau» — et qu'il peut le mieux les représenter à un grand forum international;

■ rappeler aux 500 000 Franco-Ontariens, aux 250 000 Acadiens du Nouveau-Brunswick et à tous les autres francophones hors Québec qu'il dit non à «deux classes de francophones», comme il le répète depuis deux mois;

■ rappeler enfin à tous les électeurs du pays que c'est lui LE premier ministre de tous les Canadiens, ce qui correspond à «l'esprit Globe and Mail» mentionné ci-devant.

Marge de manoeuvre

Restait à trouver la porte de sortie, la «marge de manoeuvre» pour reprendre l'expression électorale favorite des libéraux québécois. Globale-

ment, à Paris, les «sherpas» s'entendent pour que la séance inaugurale du Sommet, devant les caméras, soit brève: un porte-parole par continent.

Le Québec accepte alors, au même titre que la Belgique ou le Tchad, que ce porte-parole continental soit un autre.

En échange, M. Bourassa aurait la «place particulière» (et non plus le statut) qu'il recherche pour le «peuple québécois, foyer de la francophonie en Amérique du Nord»: le dernier mot, le rendez-vous solennel fixé pour le prochain sommet, à Québec.

Mais ce compromis doit lui-aussi être négocié, entre Otta-

wa, Québec et tous les autres gouvernements participants.

Si les Africains trouvaient, par exemple, que Québec est situé trop loin de chez eux; ou si Ottawa insistait pour être l'hôte de ce deuxième sommet, toutes frontières confondues.

Tout le fragile édifice risquerait alors de s'écrouler. La porte de sortie du gouvernement Bourassa, en ce début de 1986, est fort étroite: elle ne sera ouverte que si le lieu du prochain sommet, celui de 1987 ou 1988, peut être déjà choisi.

Résultat: les «sherpas» s'en viennent, dès lundi, dans ce «Canada-Québec», aux susceptibilités qui échappent à «l'esprit Globe and Mail» mais que les Québécois comprennent bien. Surtout quand les dirigeants fédéraux sont des Québécois, de Trudeau en Mulroney.

Le nouveau Délégué général du Québec à Paris, Jean-Louis Roy, a bien cerné le problème quand il concluait l'un de ses derniers éditoriaux dans «Le Devoir» sur ces mots: «Le projet de la francophonie à naître recouvre le schéma Nord-Sud. Il commande une coopération qui soit vraie, conjointe, concrète, moins utile aux politiciens du Nord qu'aux populations du Sud.»

Jusqu'ici, ce sont les «politiciens du Nord» qui occupent le haut du pavé. Mais en a-t-il déjà été autrement?